

L'impuissance du réalisme à propos de « 25 ans de socialisme belge »

Marcel Liebman

Si, comme on le prétend des peuples, les partis heureux n'avaient pas d'histoire, le Parti Socialiste Belge serait le plus heureux des partis. Car si son histoire vécue, faite de quelques victoires et de beaucoup de défaites, est longue et agitée, son histoire écrite est pratiquement inexistante. Il y a quelques ouvrages apologétiques, voire hagiographiques, publiés par le Parti lui-même et chantant sa gloire immortelle. Il y a un court essai de Marc-Antoine Pierson, que préfaça en 1953 Paul-Henri Spaak ¹, ainsi qu'une histoire sommaire, utile et sommairement orientée du socialisme flamand ². C'est pratiquement tout, si l'on excepte une œuvre collective publiée ces dernières années mais qui est une histoire de la classe ouvrière en Belgique plutôt que du socialisme belge ³. On pourrait s'interroger sur les raisons de cette lacune. Elle tient en partie aux faiblesses de l'historiographie belge en général. Mais cette lacune n'est certainement pas étrangère à celles du socialisme lui-même. Il y a près d'un siècle que le mouvement auquel il a donné naissance intervient avec une remarquable continuité dans la vie politique du pays. Mais personne n'est tenté de dresser le bilan de cette entreprise. La Belgique n'a jamais manqué d'intellectuels socialistes, mais ils ont rarement cru nécessaire d'orienter leurs travaux vers la recherche historique et quand ils l'ont fait, ce n'est pas le destin du socialisme belge qui les a tentés. Son passé se perd donc dans un vague et un flou qui trahissent l'indifférence et autorisent la légende. La droite du Parti Socialiste ne s'en émeut pas outre mesure et son pragmatisme, au contraire, s'en accommode aisément. Quant à la gauche, elle s'est souvent nourrie de la conviction que, luttant contre la direction **actuelle** du Parti, elle en représente en réalité la tradition et l'authentique nature. Il est utile d'invoquer Buset contre Collard, Vandervelde contre Buset et César De Paepe contre Vandervelde. C'est

1 M.-A. Pierson : *Histoire du socialisme en Belgique*, Bruxelles, 1953.

2 J. Kuypers: *Bergop !*, Anvers, Ontwikkeling, 2e Ed., 1962

3 *Geschiedenis van de socialistische arbeidersbeweging in België*, 20 fascicules publiés sous la direction de J. Dhondt, Anvers, Ontwikkeling, 1960-1968.

à cela que servent les ancêtres.

L'histoire cependant, quand elle est sérieusement écrite, est sans pitié et sans piété. C'est son grand mérite. et il faut savoir gré à une jeune universitaire flamande, Mieke Claeys - Van Haegendoren, d'avoir publié un ouvrage qui est un modèle du genre et auquel on souhaite une prompte traduction en français ⁴. Cette histoire du socialisme belge va de 1914 à 1940. Elle commence à un moment où le Parti ouvrier avait encore une auréole révolutionnaire. Il venait de terminer - sans gloire il est vrai - une des grandes grèves générales - la troisième du genre en l'espace de 20 ans - par lesquelles il entendait arracher à la bourgeoisie belge le suffrage universel. Il apparaissait encore comme un corps étranger à la société capitaliste, et déterminé, semblait-il, à en précipiter la chute. Si l'auteur avait pu englober dans son analyse cette période qui précède la première guerre mondiale, elle aurait inmanquablement montré qu'entre l'apparence et la réalité, il y avait une très considérable différence. Que si le P.O.B. était dans l'opposition, cela tenait moins à sa volonté qu'à celle de ses adversaires ; que si sa direction organisait des grèves générales politiques, c'était bien malgré elle ; qu'il s'agissait pour elle avant tout de les canaliser et de les contrôler, à défaut de pouvoir les empêcher.

Il reste que **l'image** qu'offre un parti politique, c'est aussi, dans une certaine mesure, la vérité de ce parti. Et le P.O.B. offrait jusqu'en 1914 l'image d'un parti socialiste refusant le capitalisme, rejetant ses valeurs, repoussant ses séductions et luttant contre ses horreurs, c'est-à-dire, en définitive, contre la guerre qui menaçait et dont il était rendu responsable. Le livre de Mieke Claeys - Van Haegendoren commence en août 1914, lorsque les socialistes belges se rallient à la défense de la Patrie, applaudissent à la monarchie qui l'incarne, soutiennent le gouvernement qui la dirige, avant d'y prendre eux-mêmes leurs places. Tout cela est bien connu et n'est dit-on, que le corollaire de la légitime défense. Sans doute. Mais cette référence à la légitime défense ne rend pas compte des ravages opérés, dans les rangs socialistes belges, par le nationalisme et le chauvinisme, qui transformèrent tel dirigeant, spécialiste de l'apologie éloquente de l'action directe, en partisan lyrique de l'annexionnisme, et tel autre représentant de l'internationalisme prolétarien en son contraire.

Puis, c'est la parenthèse de la guerre. Ou plutôt : ce serait la parenthèse de la guerre si l'histoire admettait des parenthèses. Mais quand le conflit se termine, les socialistes belges ne retournent pas à l'opposition. Ainsi commence une longue période de leur évolution, au cours de laquelle ils vont acquérir certains traits permanents et, cessant de se présenter comme un parti de

⁴ M. Claeys - Van Haegendoren, *25 jaar belgisch socialisme*, Ed. De Standard, 1967.

l'opposition (apparemment fondamentale, en fait circonstancielle) vont assumer les fonctions et revendiquer le titre de « parti de gouvernement » sans pour autant, faut-il le dire, que le régime ait modifié sa structure. Au seuil de ces vingt-cinq années, le P.O.B. est encore le parti de la grève générale (avec les nettes réserves que nous avons faites). Quand elles se terminent, il est celui de la responsabilité d'Etat. On aurait tort de croire que cette distance a été franchie sans peine ni opposition. Les dirigeants qui ont commandé cette évolution ont dû d'abord se justifier d'une démarche qui paraissait si peu conforme à la nature d'un mouvement voué à la lutte contre le capitalisme. Ces justifications furent multiples mais tournèrent toutes autour d'un thème unique: besoin d'unité nationale face à l'agression étrangère (1914), besoin d'unité nationale devant la nécessité de reconstruire le pays (1918), besoin d'unité devant la menace qui pèse sur le franc (1926), besoin d'unité devant le péril représenté par le fascisme (1935 - 36). Et puis, à partir de 1937, la justification devient superflue. Henri de Man, devenu président du Parti à la mort d'Emile Vandervelde, proclame: « nous sommes au gouvernement, non malgré nos convictions, mais parce que notre socialisme, qui ne vise qu'à réaliser de jour en jour le bien commun, est de par son essence un socialisme de gouvernement ». Henri de Man a été tué en 1953 dans un accident d'auto. Il n'est pas mort pour autant et se porte au contraire le mieux du monde.

Le bilan, du réalisme

Le livre de Mieke Claeys - Van Haegendoren permet de dresser le bilan de cette métamorphose. Qu'a apporté à la classe ouvrière belge cette philosophie de la participation, du réalisme et de la responsabilité ? La réponse officielle est simple : le suffrage universel et quelques réformes sociales importantes, toutes obtenues au cours des années 1918 -1921 (création de la Société Nationale des Habitations à Bon Marché, introduction de l'impôt sur les revenus, abrogation de l'article 310 du Code Pénal et instauration de la journée de 8 heures). Mais l'auteur de « 25 Jaar Belgisch Socialisme », que personne cependant ne pourrait taxer de « négativisme » ni même de marxisme, souligne cette évidence : ces progrès de la démocratie et de la « justice sociale » furent surtout le prix payé par la bourgeoisie belge pour écarter le spectre de la révolution. Ces conquêtes, pour précieuses qu'elles fussent, doivent autant à Lénine et à Trotsky qu'à Vandervelde et à Joseph Wauters.

Or, l'exemple des gouvernements d'union nationale qui dirigèrent le pays de 1918 à 1921 est le plus favorable que puissent invoquer les partisans de la

politique de responsabilité, de réalisme et de collaboration. A ce propos, Mieke Claeys - Van Haegendoren eût été bien inspirée de citer la proclamation de foi du ministre Jaspar qui, peu après l'armistice, exposa devant la Chambre des Députés la philosophie économique d'un de ces gouvernements au sein desquels les socialistes jouaient un rôle très important. « La reconstruction économique, industrielle et commerciale du pays » déclarait le ministre, « se fera par les industriels et commerçants eux-mêmes. Nul mieux qu'eux ne connaît les besoins et les réalités » tandis que « l'Etat est un mauvais industriel et un mauvais commerçant ». Et d'ajouter que « toutes les mesures » qu'il prenait « n'émanent ni de moi, ni de mon administration, ni de théoriciens, mais bien d'industriels et de commerçants qui me les ont eux-mêmes instamment demandées ». Il insista sur ce point: « J'ai considéré de mon devoir, lorsqu'il s'agissait de l'industrie nationale, de demander à l'industrie nationale elle-même ce qu'elle voulait et c'est l'industrie nationale elle-même qui m'a répondu : « Monsieur le ministre, voici la ligne de conduite que nous traçons »⁵. Heureuse époque ou le métier politique n'excluait pas la plus savoureuse candeur.

Or, on est bien en peine d'ajouter quoi que ce soit aux progrès sociaux réalisés, entre 1918 et 1921, par ces cabinets d'union nationale qui prenaient leurs instructions auprès des « compétences » industrielles et commerciales. A une exception près toutefois : la conquête de la semaine de congés payés, en 1936, à la faveur de l'effervescence quasi-révolutionnaire qui déferla alors sur l'Europe occidentale. Ce bilan se passe de commentaires. Mais comment ne pas être surpris que ceux-là même qui s'en prévalent s'obstinent à se présenter, face au « romantisme » des « révolutionnaires », comme l'incarnation du réalisme et de l'efficacité ?

le Plan mort-né

Voilà pour ce qui est des réalisations concrètes. Mais le Parti Ouvrier Belge nourrit également pendant l'entre-deux-guerres quelques ambitions qui tranchent sur son pragmatisme habituel. En 1925, à la faveur d'une victoire électorale qui lui valut le pourcentage de suffrages le plus élevé de son histoire (39,43 %), il essaya de diviser le monde catholique conservateur pour arracher à son emprise les démocrates-chrétiens. Ce fut le gouvernement Pouillet - Vandervelde qui, après quelques mois, échoua lamentablement. Incapable de résister à la pression des milieux financiers, il fut remplacé par un cabinet dirigé en fait par Emile Francqui, vice-gouverneur de la Société Générale, principal

⁵ *Annales parlementaires*, Chambre. Séance du 18 déc. 1918, pp. 49-51.

responsable du torpillage de l'expérience démocratique qui venait d'être tentée. Les socialistes, bien sagement, participèrent d'ailleurs à cette nouvelle coalition qui marquait la ruine de leurs espoirs.

Cet épisode n'est pas le plus glorieux de l'histoire socialiste belge; mais Vandervelde avait au moins eu le mérite de rompre avec le pragmatisme pur et simple. C'est d'un mérite équivalent que peut se prévaloir Henri de Man, auteur du célèbre Plan du Travail qui, à partir de 1933, tenta d'insuffler au Parti Ouvrier un esprit nouveau. Il ne s'agissait de rien moins que de le sortir de l'ornière où l'enlisait sa contradiction traditionnelle entre une pratique à peine réformiste et un verbalisme parfois radical. Henri de Man se fit l'apôtre d'un réformisme franc et vigoureux, dont le succès eût produit un système d'économie mixte dans lequel le capitalisme eût été atténué par la nationalisation de quelques industries-clés. Le Parti, que la grande crise venait de secouer et que le scepticisme et la fatigue ankylosaient, se lança dans une campagne spectaculaire qui remobilisait des énergies que l'on avait cru éteintes: « Tout le Plan, rien que le Plan », clama-t-on de toutes parts, signifiant, par là que les socialistes faisaient de l'acceptation par les autres partis de ce programme de « réformes de structures » la condition *sine qua non* de leur participation éventuelle à un gouvernement. En 1935, cependant, ils entrèrent dans le cabinet dirigé par Paul Van Zeeland qui, sans doute, combattit efficacement le chômage, mais n'eut jamais la moindre intention de réaliser les réformes profondes prévues par le Plan du Travail. Ce nouvel effondrement d'une entreprise réformatrice - ou réformiste - déboucha dans l'enlèvement complet du Parti Ouvrier. De mars 1935 à mai 1940, il fut de tous les gouvernements (exception faite du cabinet Pierlot, de février à septembre 1939). Il y entra sans plus poser de conditions; il y participa sans plus formuler d'exigences; et le fait même que tous ces gouvernements menèrent une politique toujours plus conservatrice ne réussit pas à ébranler un ministérialisme sans illusions et sans perspectives.

Une opposition anémique

Tout parti qui vise au réalisme doit démontrer ses capacités dans deux domaines différents: celui de la gestion gouvernementale et, puisque celle-ci ne peut être ininterrompue, celui de l'opposition. Or, si le P.O.B. fut, au gouvernement, particulièrement inefficace, il fut, dans l'opposition, non moins hésitant, non moins timide, également impuissant. Les pages que Mieke Claeys - Van Haegendoren consacre aux grandes grèves de 1932 sont, à cet égard, d'une éloquence sobre et persuasive. Cette agitation massive, accompagnée,

dans certains cas, de troubles violents, fut la conséquence de la crise qu'un gouvernement conservateur prétendit résoudre par une politique strictement déflationniste. Les socialistes étaient dans l'opposition, menacés sur leur gauche par un Parti Communiste aux dimensions restreintes mais à l'activité débordante. Le P.O.B. et la direction de l'organisation syndicale allaient-ils dès lors prendre la tête d'un mouvement qu'ils n'avaient ni prévu ni désiré mais dont la puissance frappait tous les esprits ?

L'auteur de «25 jaar Belgisch Socialisme » dissipe à ce propos toute ambiguïté: « Il apparut une fois de plus que le P.O.B. était davantage préoccupé de paix sociale et d'intérêts nationaux que des intérêts spécifiquement ouvriers » (p. 298). Bien mieux (ou pire) : « les syndicats et le P.O.B. désiraient plus encore que le patronat le rétablissement de la paix sociale » (p. 299) ; « ils mirent tout en œuvre pour contrôler la grève, pour empêcher son extension et pour l'arrêter » (p. 297). Lorsque les événements furent discutés à la Chambre, la fraction socialiste alla jusqu'à unir ses voix à celles des libéraux et des catholiques, responsables, en période d'atroce misère, d'une politique d'une dureté qui frisait la provocation. Les députés du P.O.B., bien que dans l'opposition, approuvèrent un ordre du jour progouvernemental affirmant que « le conflit peut rapidement être résolu dans un sentiment de justice et de compréhension réciproque ». Et l'ordre du jour de « faire appel au concours de tous pour soutenir les efforts du gouvernement en vue de rétablir la concorde et la paix publique » (p. 499).

Mieke Claeys - Van Haegendoren conclut ainsi l'analyse de cet édifiant épisode: « les grèves avaient clairement prouvé que le P.O.B. avait perdu toute emprise sur un grand nombre d'ouvriers et, qui plus est, que de nombreux ouvriers considéraient le Parti comme le représentant du système établi et non plus comme celui du prolétariat » (p. 300). Avant 1914, parfois contre son gré, le mouvement socialiste avait dû soutenir et organiser des manifestations de rues. Bien souvent, celles-ci ne devaient servir que de support à des desseins réformistes, voire simplement parlementaristes. Mais pendant l'entre-deux-guerres, l'intervention des foules ne soulève plus que méfiance et crainte. La parlementarisation a définitivement triomphé, et ce à l'époque même où le parlementarisme, secoué et puis vaincu par le fascisme, traverse une crise dont il ne se relèvera jamais entièrement.

Sans doute ne peut-on séparer l'évolution du P.O.B. de celle de la société européenne. Le demi-échec de la Révolution russe, repliée sur elle-même, confrontant la bourgeoisie avec une menace nouvelle sans pour autant

que soit supprimé le pouvoir de résistance et d'adaptation du capitalisme, cette situation d'équilibre instable entre des classes mal remises de leurs désillusions, de leurs échecs et des saignées de la guerre, tout cela créait par rapport à la « belle époque », une rupture totale. Il eût fallu, pour maîtriser cette crise historique, une imagination politique et une vigueur dans l'action dont seuls des partis dynamiques et audacieux sont capables. Mais pouvait-il être question d'imagination politique dans un gouvernement dont les leaders, malgré les dures leçons de la guerre et de l'après-guerre, malgré les révolutions et les contre-révolutions, restaient fidèles au credo parlementariste et électoraliste auquel les progrès socialistes du début du siècle avaient autrefois donné un semblant de justification?

Le « socialisme démocratique »

Quant à l'audace et au dynamisme, ils ne peuvent être l'apanage que de formations où les principes affirmés correspondent à la réalité vécue. Quoi que l'on puisse penser du « socialisme démocratique » que l'on opposait - et qu'on oppose toujours - au « communisme totalitaire », il ne peut avoir de sens que si la démocratie, qu'il proclame tout à la fois comme fin et comme moyen, imprègne sa pratique. Or, le livre de Mieke Claeys - Van Haegendoren enlève, à ce propos également, toute espèce d'illusion. Des décisions graves sont prises sans consulter un congrès présenté comme souverain. Ainsi en est-il, entre autres, de la constitution du gouvernement Poulet - Vandervelde en 1925. Le groupe parlementaire s'affirme de plus en plus comme une instance autonome, rejetant toute prétention du Parti à lui imposer une discipline. La liberté d'expression et de désaccord est plus théorique que réelle, la presse officielle faisant preuve d'un conformisme auquel on autorise peu d'écarts. Les débats des congrès en des circonstances importantes sont, en fait, esquivés. Ainsi, au congrès national de 1926, « on plaça la discussion de la situation politique à la fin de l'ordre du jour (c'est-à-dire à un moment où l'assemblée n'était plus en nombre, parce qu'un certain nombre de délégués quittaient le congrès avant sa clôture); le président du Parti ouvrit le débat, mais garda si longtemps la parole (plus d'une heure) qu'une discussion sérieuse s'avéra impossible » (p. 252).

Ce n'est pas tout: que devient un parti lorsque les discussions qui s'y déroulent - exceptionnellement - n'ont aucune portée réelle et ne sont - au mieux - qu'une performance oratoire? Or, c'est ce qui se passe souvent dans le P.O.B. Le congrès national d'octobre 1936 fut l'occasion d'un affrontement entre

partisans et adversaires de la politique de neutralité préconisée et pratiquée par le tandem Léopold III - P.H. Spaak. On se trouvait en présence de deux clans nettement différenciés, aux options divergentes: c'est dans de telles conditions que les militants d'un parti peuvent enfin acquérir le sentiment de leur importance, puisque c'est eux qui en viennent à décider de l'orientation que choisira l'organisation dans un domaine crucial. Pourtant, l'occasion d'octobre 1936 - comme tant d'autres - fut ratée. Au terme d'une discussion vive, on s'entendit sur la rédaction d'une motion nègre blanc qui mit tout le monde d'accord, enterra la divergence et créa cette admirable unanimité dont se nourrissent (et dont meurent) les grandes formations politiques.

Le livre de Mieke Claeys - Van Haegendoren est riche en renseignements de ce genre. Certes, il n'aborde pas tous les problèmes du socialisme belge. En particulier, étant centré sur les questions proprement politiques, il ne consacre qu'une place très secondaire aux organisations et aux institutions socio-économiques (syndicats, mutuelles, coopératives) qui font la réalité du **monde** socialiste belge. Cette lacune est importante mais inévitable. L'état de la recherche historique est, en ce domaine, tellement fragmentaire qu'on ne pouvait attendre plus d'un ouvrage dont l'utilité est par ailleurs indéniable. La conclusion qui s'en dégage est, en tous cas, fort nette. Si, en 1914, en choisissant la participation gouvernementale comme moyen d'action normal en vue de la réalisation de ses fins, et en rompant ainsi avec sa pratique antérieure d'opposition (plus contrainte que voulue), le socialisme belge crut opter pour le réalisme et contre le « romantisme », le jugement de l'histoire est implacable: le mobile de l'efficacité à tout prix et du rendement immédiat a conduit à une série impressionnante d'échecs. « Vingt-cinq années de socialisme belge » ne réhabilite pas le courant révolutionnaire du mouvement ouvrier; mais il devrait inciter les réformistes à une salutaire réflexion qui, les invitant à plus de modestie, devrait conduire à la remise en cause de quelques-uns de leurs postulats essentiels. Cette remise en cause est la condition insuffisante, mais nécessaire, de tout renouveau socialiste.